

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes

Olivier MARION
Laura MOYON
Johann CARDES

**FEDERATION DES MAISONS DE QUARTIER
ET DE L'INSERTION**

**

122, boulevard Jean de Neyman
44600 SAINT-NAZAIRE

**Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2024



tél. 02.51.10.09.10 fax 02.51.10.09.11 web www.ecmarion.fr
101, avenue François MITTERRAND - BP 47 - 44611 SAINT-NAZAIRE CEDEX

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes

Olivier MARION
Laura MOYON
Johann CARDES

**FEDERATION DES MAISONS
DE QUARTIER ET DE L'INSERTION**

122, boulevard Jean de Neyman
44600 SAINT-NAZAIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

Madame la Présidente,
Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES MAISONS DE QUARTIER ET DE L'INSERTION, relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



tél. 02.51.10.09.10 fax 02.51.10.09.11 web www.ecmarion.fr
101, avenue François MITTERRAND - BP 47 - 44611 SAINT-NAZAIRE CEDEX



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme décrit dans l'annexe au paragraphe « Règles et méthodes comptables », nous sommes assurés de la correcte application du principe d'indépendance des exercices.
Dans le cadre de notre appréciation de ce principe, nous avons vérifié le rattachement au bon exercice des subventions en rapprochant les sommes comptabilisées avec les conventions ;
- L'annexe des comptes annuels expose au paragraphe « Créances », les modalités de valorisation et de dépréciation des créances.
Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié la correcte évaluation des principales créances et de leurs dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les



comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Nazaire,
Le 27/05/2025.

**Pour la société de commissariat aux
comptes MARION**

Olivier MARION
Commissaire aux comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop at the bottom and a smaller, more complex mark above it.

Comptes annuels
au 31.12.2024

Comptes annuels

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	26 689	25 889	800	982
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	320 028	271 454	48 574	52 522
Autres immobilisations corporelles	600 980	464 580	136 400	175 920
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	129 902		129 902	121 658
Autres immobilisations financières	4 468		4 468	4 438
TOTAL I	1 082 067	761 922	320 145	355 519
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	123 428	211	123 217	77 766
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	276 581		276 581	361 605
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	654 895		654 895	723 503
Charges constatées d'avance	5 329		5 329	8 406
TOTAL III	1 060 233	211	1 060 022	1 171 281
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecarts de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 142 300	762 133	1 380 166	1 526 800

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	107 360	107 360
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	553 165	605 536
Excédent ou déficit de l'exercice	-163 370	-52 371
Situation nette	497 155	660 525
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	116 762	130 801
Provisions réglementées		
TOTAL I	613 917	791 326
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	6 408	5 296
Provisions pour charges	251 112	246 913
TOTAL IV	257 520	252 209
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	1 180	266
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 812	46 868
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	419 822	394 492
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	35 879	34 479
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	3 036	7 160
TOTAL V	508 729	483 265
Ecart de conversion passif		
VI		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 380 166	1 526 800

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	6 339	
- dont ventes de dons en nature	6 339	
Ventes de prestations de services	3 075 285	3 024 125
- dont parrainages	37 474	39 538
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	83 271	70 273
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	834 486	899 378
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	32	
TOTAL I	3 999 412	3 993 776
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	384 643	392 880
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	225 937	213 908
Salaires et traitements	2 637 004	2 571 400
Charges sociales	851 217	778 662
Dotations aux amortissements et dépréciations	85 705	93 415
Dotations aux provisions	5 522	23 153
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	326	224
TOTAL II	4 190 355	4 073 641
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-190 942	-79 865
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 806	5 572
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	6 806	5 572
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	6 806	5 572
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-184 136	-74 293



Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 317	13 297
Sur opérations en capital	35 746	28 560
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	38 063	41 857
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	15 742	18 588
Sur opérations en capital	316	360
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	16 058	18 948
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	22 005	22 909
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	1 239	986
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 044 282	4 041 205
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	4 207 651	4 093 576
EXCEDENT OU DEFICIT	-163 370	-52 371
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	7 894	6 243
TOTAL	7 894	6 243
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	7 894	6 243
TOTAL	7 894	6 243